



**PRÉFET
DE LA RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de La
Réunion**

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
Cedex 9
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SRPP Depot d'hydrocarbures

ZI N 1
BP 2015
97420 Le Port Marine

Références : SPREI/USRA/0007100070/CL/2025-
Code AIOT : 0007100079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement SRPP Depot d'hydrocarbures implanté Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRPP Depot d'hydrocarbures
- Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port
- Code AIOT : 0007100079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SRPP est un dépôt d'hydrocarbures et de gaz, appartenant au groupe Rubis, qui assure des prestations d'importation et de distribution de carburants et de gaz. Le groupe Rubis possède également le réseau de stations-service VITO présentes sur l'île de La Réunion.

Le carburant est stocké dans 4 zones pour un volume global d'environ 250 000 m³ ; les derniers réservoirs ont été réalisés en 2008. Le gaz est stocké dans des réservoirs avant d'être conditionné en bouteilles de divers formats pour particuliers ou professionnels.

L'installation est classée Seveso seuil haut.

La SRPP compte 92 employés dont 7 opérateurs pompier pour l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Analyse PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a d'ores et déjà acté la nécessité de remplacer ses émulseurs du fait de leur ancienneté, et donc de leur probable composition à base de PFAS interdits ou qui le seront à court terme.

La difficulté réside cependant dans la contamination du circuit de défense contre l'incendie ; en effet ce dernier, pour être immédiatement opérationnel malgré les distances importantes entre les rétentions et le local pomperie, est en grande partie en "charge", c'est à dire empli d'un mélange eau-émulseur. Au fil des années, ce mélange a contaminé aussi bien la tuyauterie que tous les accessoires en contact.

Il appartient à l'exploitant de déterminer les suites à donner : rinçage (dont l'efficacité reste incertaine) ou remplacement des tuyauteries et accessoires pollués. Il faut noter que la réglementation distingue, selon les PFAS, différentes limites de concentration selon que l'émulseur est pur ou s'il s'agit d'ajout involontaire, comme ici si l'eau utilisée se retrouve polluée du fait de la tuyauterie. Ce dernier cas offre peut-être des possibilités de ne pas recourir systématiquement au remplacement, mais il est nécessaire pour l'exploitant de déterminer précisément les PFAS présents dans ses émulseurs afin d'affiner la stratégie.

Il s'agit également pour l'exploitant de déterminer les conditions dans lesquelles ces travaux seront effectués, puisqu'ils dégraderont, voire neutraliseront, les capacités de défense contre l'incendie. Il y a donc également une importante préparation organisationnelle à inclure ainsi que la mise en œuvre de moyens compensatoires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes

des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.
2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

Le site utilise deux références d'émulseur sur son site :

- PETROFILM 3, fabriqué par Eau & Feu ;
- PROFLEX 3, fabriqué par Profoam.

Dans les deux cas, l'exploitant a produit un document des fournisseurs attestant de l'absence de PFOS dans les émulseurs visés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

L'exploitant ne dispose ni d'analyses, ni d'engagement des fournisseurs permettant de garantir l'absence de PFHxS, et l'inspection ne peut donc se prononcer sur la légalité à posséder ces émulseurs.

L'exploitant a confirmé, qu'au vu de la date de fabrication des émulseurs (entre 2003 et 2018), la présence de PFAS faisant partie de la liste des composés déjà interdits ou à venir (voir constats suivants) était très probable. En conséquence, l'exploitant a déjà acté leur remplacement.

Cependant, le système de défense incendie du site repose sur des tuyauteries en charge permanente d'un mélange eau-émulseur : les PFAS, dont le type et la quantité présente reste à déterminer, ont donc contaminé, depuis les années, une très grande partie du système de défense contre l'incendie. Ainsi, outre le remplacement des émulseurs, l'exploitant doit également s'assurer que le niveau de pollution des éléments fixes ne conduirait pas à relarguer, dans le nouveau mélange eau-émulseur, une quantité de PFAS réglementés ou interdits telle que ce dernier serait également au-delà des limites autorisées. Sur ce sujet, l'exploitant a fait part de ses réserves sur l'utilité du nettoyage des tuyauteries : selon les retours d'expérience dont il dispose, via les syndicats professionnels au regard de leur situation, la meilleure solution consisterait à remplacer tout ce qui a pu être contaminé, c'est-à-dire l'intégralité des tuyauteries en mélange.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise une analyse de ses émulseurs pour déterminer si leur remplacement doit être réalisé dès maintenant (cas de PFAS non autorisé) ou à échéance plus lointaine. Ces analyses, réalisées selon la méthode TOP ASSAY, portent au minimum sur la liste de composés figurant ci-dessous.

En fonction de ces résultats, il détermine le planning de remplacement des émulseurs désormais interdits, ou qui le seront à court terme. Surtout, il établit une stratégie permettant de résoudre le problème de la contamination de son système de défense contre l'incendie ; cette stratégie pourra utilement prendre en compte, pour chaque type de PFAS réglementé, la contamination réellement constatée et le respect ou non des valeurs limites prévues par la réglementation.

Ces éléments, planning et stratégie, font l'objet d'une information écrite qui est transmise à l'inspection des installations classées.

Nom	Abréviation	N° CAS
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1

Acide perfluorononanoïque	PFNA (PFCA C9)	375-95-1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA (PFCA C10)	335-76-2
A c i d e perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA (PFCA C11)	2058-94-8
A c i d e perfluorododécanoïque	PFDODA ; PFDaA (PFCA C12)	307-55-1
A c i d e perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA (PFCA C13)	72629-94-8
A c i d e perfluorotétradécanoïque	PFTDA (PFCA C14)	376-06-7
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1

Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3
Acide perfluoroundécane sulfonique	PUnDS	749786-16-1
Acide perfluorododécane sulfonique	PDoDS	79780-39-5
Acide perfluorotridécane sulfonique	PTrDS	791563-89-8
6:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	6:2 FTAB	34455-29-3
1 H , 1 H , 2 H , 2 H - perfluorooctane sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2
6:2 Fluorotélomère sulfonamido propyl dimethyl amine	6:2FTSaAm	34455-22-6
1 H , 1 H , 2 H , 2 H - perfluorodécane sulfonate	8:2 FTS	39108-34-4
8:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	8:2FTAB	34455-21-5

1 H , 1 H , 2 H , 2 H - perfluorohexane sulfonate	4:2 FTS	757124-72-4
Perfluorooctane sulfonamide	PFOSA	754-91-6
N-Methyl perfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8

Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 mois		

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont</p>

<p>contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme pour le constat précédent, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse permettant de confirmer ou infirmer la présence de PFOA, même si la date de fabrication de certains émulseurs laisse supposer la présence de ce type de PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise les actions visées au constat précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fait de communiqué à l'administration sur ce point, faute de connaissance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une fois l'analyse demandée dans un précédent constat réalisée, l'exploitant notifie, le cas échéant, les quantités de PFOA présentes dans ses émulseurs et eaux en charge de ses installations de défense contre l'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme vu dans les constats précédents, la contamination probable aux PFAS du réseau incendie pourra conduire l'exploitant à remplacer une grande partie des tuyauteries de son réseau incendie maintenues en charge.</p> <p>De tels travaux généreront une indisponibilité prolongée de la défense incendie fixe et ne permettront donc de ne disposer que d'une réponse dégradée. Pour pallier cette situation, l'exploitant doit envisager les pistes possibles : revoir complètement son système de défense incendie en disposant par exemple pour chaque rétention d'un poste surpresseurs/mélangeurs (et ainsi s'affranchir de la nécessité de maintenir des tuyauteries en charge avec un mélange eau-émulseur), déployer des moyens mobiles supplémentaires, etc.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec la stratégie de remplacement des émulseurs et du matériel contaminé, l'exploitant prévoit les moyens de pallier l'indisponibilité complète ou partielle de sa défense incendie lors des travaux.</p> <p>Ces moyens sont formalisés et intégrés à la stratégie précitée qui est transmise à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Analyse PFAS dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets PFAS

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2° L'analyse de chacune des substances suivantes : [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats de cette campagne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>